

## Éléments sur les formes spécifiques du capitalisme en URSS

Bernard Fabrègues

Notre point de départ doit tout d'abord être un constat : l'inexistence d'une analyse scientifique d'ensemble, systématique, des formes économiques et sociales du capitalisme dominant en Union soviétique, d'un point de vue marxiste-léniniste. Bien sûr, il existe des analyses partielles ou qui se veulent plus générales, mais elles sont trop souvent superficielles et descriptives, quand ce ne sont pas des analyses erronées, il est fréquent de rencontrer la mise en avant d'aspects secondaires de la société soviétique comme s'ils étaient dominants ; on doit souvent constater aussi l'incapacité à rendre compte de l'unité de phénomènes contradictoires en URSS, pour ne pas parler de l'étonnante faiblesse et incohérence des explications données sur le processus historique de restauration du capitalisme.

Certes, la question n'est pas simple. Une étude matérialiste et dialectique de la société soviétique se révèle particulièrement difficile ; sa réalité est en effet profondément contradictoire. La contradiction entre l'apparence et l'essence des choses n'est pas dans ce cas une des moindres à surmonter.

Mais il faut reconnaître qu'il existe nombre de raisons politiques, idéologiques, théoriques, qui sont la cause de l'absence d'une telle analyse d'ensemble. Il n'est pas question d'en faire ici la liste, mais il est nécessaire d'en souligner au moins deux : l'absence d'une théorie du capitalisme d'Etat, la réticence (quand ce n'est pas le refus) d'analyser de façon critique la période de Staline.

L'absence de théorie du capitalisme d'Etat — qui n'est pas sans conséquence dans les pays impérialistes aussi — a pour résultat que l'on cherche à faire rentrer l'URSS dans le moule des formes du capitalisme « concurrentiel » (d'ailleurs dépassées depuis longtemps), des formes « classiques » et connues depuis longtemps du mode de production capitaliste. Quelques exemples, qui ne sont malheureusement pas des caricatures. On conclut de l'expérience de Chtchekino que les licenciements collectifs sont d'ores et déjà une réalité courante. C'est faux. On conclut de l'établissement par la réforme économique d'un « marché libre des moyens de production » que celui-ci est devenu dominant. C'est faux. On fait comme si l'indicateur du profit était le seul, l'unique indice immédiat de la production (comme s'il avait évincé définitivement tous les autres indicateurs). C'est faux. Parfois même, on va jusqu'à reprendre (au moins dans la forme) contre l'Union soviétique de vieilles critiques social-démocrates ou anti-communistes qui, telles quelles, pourraient s'appliquer aussi bien aux pays socialistes (tels que l'URSS à l'époque où y dominait la dictature du prolétariat, ou la Chine aujourd'hui). Plus généralement, on peut mentionner l'erreur fréquente qui consiste à identifier en fait décentralisation et développement des rapports capitalistes. Un tel raisonnement, poussé à l'extrême, amènerait à considérer l'Union soviétique comme beaucoup plus proche du socialisme que la Chine...

Le refus d'aborder de façon critique la période de Staline est, de son côté, une cause majeure de l'incapacité à expliquer la réalité soviétique d'aujourd'hui. Le dogmatisme est ici un obstacle essentiel ; il a pour résultat qu'on devient incapable d'expliquer la situation actuelle puisqu'on ne peut rendre compte de sa genèse historique. Seule une analyse des rapports réels entre la continuité et la discontinuité qui existent entre la période stalinienne et la période khrouchtchévienne — une analyse matérialiste — peut dans ce domaine ouvrir la voie à un progrès théorique minimum.

Un petit exemple. Il est juste de dénoncer la politique de différenciation des salaires qui fut établie par la réforme de 1965. Encore faut-il pouvoir expliquer pourquoi cette politique a, semble-t-il, rencontré des difficultés importantes — sinon été remise en cause. Mais surtout, il ne faut pas oublier que l'écart des revenus aujourd'hui, si important soit-il, est sensiblement inférieur à ce qu'il était à l'époque de Staline, à l'époque de la « lutte contre l'égalitarisme petit-bourgeois », et cela suite à la politique de... Khrouchtchev !<sup>1</sup>

On peut aussi remarquer, par exemple, que la phobie du trotskysme chez les marxistes-léninistes (doublée

---

<sup>1</sup> Cf. Mervyn Matthews *Class and Society in Soviet Russia* (Allen Lane The Penguin Press, London 1972), en particulier le chapitre 4 (Soviet Workers, Rich and Poor).

d'une grande faiblesse dans la critique politique de celui-ci) a entraîné qu'une sorte de tabou est jeté sur la notion de bureaucratie et de bureaucratisme. Or, critiquer le caractère erroné de la conception trotskyste, et en particulier le formalisme et l'économisme de sa théorie de la bureaucratie, qui sert de substitut à une analyse de classe, est une chose. Mais on ne doit pas pour autant se priver de la notion de bureaucratisme, utilisée de nombreuses fois par Marx et Lénine. L'analyse de classe de l'URSS (aujourd'hui et dans le passé) nécessite en fait pour de nombreux aspects des rapports économiques et politiques une approche en termes de bureaucratisme. On peut mentionner au passage la place accordée par les communistes albanais à la lutte contre le bureaucratisme comme un aspect important de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, il nous paraît vraiment essentiel de critiquer les erreurs, les défauts et les insuffisances dont il vient d'être question. En effet, le problème du capitalisme en URSS est tout à fait déterminant. Tout d'abord, les travailleurs ne pourront être gagnés par les idées marxistes-léninistes que si celles-ci leur permettent de comprendre la réalité, de s'orienter dans la lutte pour transformer le monde objectif, il est indispensable de lutter pour développer une analyse scientifique de la société soviétique, qui seule sera crédible auprès des ouvriers révolutionnaires ; il faut donc aussi rompre avec le type de dénonciations de l'URSS dont le caractère général et abstrait (quand ce n'est pas mystificateur) leur ôte beaucoup de vraisemblance. D'autre part, il est clair qu'il s'agit d'une question qu'il faut élucider pour progresser dans la lutte contre le révisionnisme (sous ses formes nationale et internationale) : rappelons ici nos remarques sur le problème du capitalisme d'Etat. Ajoutons que cette question est étroitement liée à tous les problèmes relatifs au socialisme, à l'image de la société future que se font ou se feront les masses populaires, au problème de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat et des formes de dégénérescence de celles-ci (c'est-à-dire la signification de la « restauration du capitalisme »). Enfin, s'il est vital de comprendre les contradictions internes en URSS, c'est aussi pour pouvoir apprécier les causes et le caractère de l'expansion social-impérialiste dans le monde aujourd'hui, la politique internationale de la superpuissance soviétique.

Après ces remarques de caractère général, il faut souligner le caractère limité de ce qui suit : il s'agit d'abord d'indiquer pourquoi une analyse critique de la période de Staline est indispensable pour comprendre les contradictions qui déchirent la société soviétique actuelle, et ensuite d'essayer de rendre compte de certaines des contradictions parmi les plus importantes (nous centrerons ici l'analyse sur le système de planification). Ces dernières doivent être reconnues tout d'abord : c'est selon nous le point de départ de l'analyse des formes spécifiques du capitalisme d'Etat en URSS, qui bien sûr reste à faire.

L'Union soviétique connaît aujourd'hui, c'est l'évidence, des contradictions économiques extrêmement profondes et durables. Celles-ci se manifestent en particulier par un état de crise chronique dans l'agriculture, des fluctuations prononcées de l'activité industrielle, une baisse tendancielle de l'efficacité économique des investissements et la persistance d'une faible productivité du travail, une tendance à long terme de baisse des taux de croissance. La classe dominante voit dans ces contradictions, avec raison, la source de graves menaces et de grandes difficultés dans la concurrence qui l'oppose aux autres puissances impérialistes, au premier rang desquelles se trouvent les USA. Certes, l'énorme poids des dépenses militaires (ce secteur reste la priorité des priorités) est une raison essentielle de ces contradictions économiques (nous ne développerons pas ce point, mais il faut le garder à l'esprit). Cependant, la cause fondamentale de toutes ces contradictions est plus générale : c'est la domination du mode de production capitaliste en URSS. L'acuité, la persistance et les formes spécifiques des contradictions mentionnées tiennent à l'existence en Union soviétique de ce qu'on peut appeler un capitalisme monopoliste d'Etat de type nouveau.

Ce type nouveau tient à son origine historique. En effet, la spécificité du capitalisme d'Etat en URSS tient à l'existence de *formes sociales* héritées de la dictature du prolétariat d'une part, mais *aussi* à une histoire particulière de transformation contradictoire, puis de dégénérescence de ces formes : nous faisons référence ici à la période de Staline<sup>2</sup>.

Ainsi, si la direction politique de la bourgeoisie d'Etat soviétique s'efforce de remettre en cause des éléments

---

<sup>2</sup> Nous employons l'expression « période de Staline » par commodité. Il est clair qu'une étude de cette époque ne peut être ramenée à celle d'une personnalité (bien que son importance ait été immense), mais à celle de la lutte des classes.

fondamentaux du système d'organisation et de planification économique qui datent de l'époque de Staline, ce n'est pas parce que ces éléments sont, en tant que tels, socialistes. Au contraire, c'est dans le cadre de ce système que la bourgeoisie bureaucratique est née, s'est développée, a accédé au pouvoir politique. De larges fractions de cette classe sont aujourd'hui favorables au maintien de ce système (ce qui explique en partie l'échec des réformes économiques), voire à un renforcement de son caractère centralisé. Ce que la direction de la bourgeoisie d'Etat remet en cause, ce sont des formes de reproduction qui, au stade de développement actuel, sont contradictoires et antagonistes à un degré tel que leur transformation apparaît indispensable.

Remarquons au passage que le Parti communiste chinois qui, par la force des choses, avait hérité de l'expérience soviétique telle qu'elle s'était cristallisée au début des années 1950, a rapidement perçu les importantes contradictions politiques, économiques et sociales qui en étaient la conséquence, et remis en cause la plupart de ses postulats essentiels. Cela permit un développement créateur d'une grande importance historique, qui se caractérise par une approche dialectique des questions liées au développement économique, une décentralisation de la gestion et de la planification doublée d'une mobilisation politique des masses et des cadres visant à mettre en avant à tous les niveaux l'intérêt général du pays et du socialisme, une critique de l'appui sur les stimulants matériels, une ligne d'industrialisation permettant une participation active des masses paysannes et la libération de forces productives nouvelles, à caractère socialiste. Il est facile de montrer que tous les éléments essentiels de cette remise en cause impliquent une critique de fait du système d'organisation économique et de planification dominant en URSS à l'époque de Staline ; cette critique de fait étant basée sur une *approche politique* différente — qu'on peut résumer pour l'essentiel à la *ligne de masse*<sup>3</sup>.

Lorsqu'on parle de capitalisme monopoliste d'Etat, ou de capitalisme d'Etat monopoliste en URSS, il faut distinguer deux choses : le « monopole » d'Etat (conséquence du système de propriété) — mais qui n'existe qu'à l'état de tendance, d'une part, les formes monopolistes au sein même du secteur d'Etat, du capital d'Etat, d'autre part.

### **1. La domination du capital d'Etat**

Le capitalisme d'Etat est une tendance propre à l'époque impérialiste : cela se vérifie aujourd'hui dans les pays capitalistes développés, et dans nombre de pays du tiers monde. Cependant, dans les pays impérialistes, le capital d'Etat proprement dit joue jusqu'à ce jour un rôle relativement moins important que le capital monopoliste privé (mais c'est bien sûr l'unité de ces éléments qui constitue le capital social total). En Union soviétique au contraire, du fait de la dégénérescence de la dictature du prolétariat et des formes de propriété qui y avaient été instaurées, le capitalisme d'Etat joue un rôle dominant et prépondérant. L'Etat en tant que « capitaliste collectif » occupe une place essentielle dans l'économie. On a là la source du caractère *bureaucratique* du système social en général et de la bourgeoisie en particulier, et l'origine de profondes contradictions dans la reproduction des rapports capitalistes.

Bien sûr, les exemples de développement du capital privé existent, mais soit ils restent marginaux, soit ils sont réprimés. On parle souvent de l'« économie-bis » (à laquelle ont recours les particuliers — mais aussi parfois les entreprises ou même certaines organisations étatiques). Mais cette « économie-bis » est tolérée dans certaines limites (officieusement, on considère qu'elle a son utilité) ; et surtout, elle n'existe que comme « économie-bis », fonctionnant et se définissant par rapport à l'« économie n°1 ». Les exemples (qui apparaissent dans la presse quand ils sont réprimés) d'entreprises clandestines montées en subtilisant du matériel à l'Etat, etc., ne sont que des indices des contradictions du capital d'Etat, telles qu'elles se révèlent, à *la marge*.

Remarquons tout de même la situation particulière dans l'agriculture. L'importance attachée par les paysans aux lopins individuels — qui représentent une très faible quantité des surfaces cultivées — leur confère, dans une mesure qui est loin d'être négligeable, certains aspects des petits producteurs marchands. Selon les chiffres soviétiques, en 1965 12,9 % de la population apte au travail se vouait exclusivement aux enclos individuels, la proportion atteignant 23,2 % en Géorgie<sup>4</sup>. D'autre part, l'encouragement officiel donné à la mise

<sup>3</sup> Voir en particulier Sur les dix grands rapports (1956), dans Mao Tsé-toung, Textes 1949-1958 (Cerf, Paris 1975).

<sup>4</sup> Jean-Marie Chauvier, *L'URSS au second souffle. Bilan et réformes de l'économie planifiée soviétique* (Fondation André Renard, Liège 1976), p94. Par parenthèse, notons que cette situation date de la collectivisation.

sur pied de petites unités (*zveno*) de moins de dix personnes à qui sont attribuées de façon permanente des terres du kolkhoze, va dans le sens d'un rétablissement de certains aspects de la propriété juridique privée. Mais tout cela est fort éloigné d'avoir un aspect dominant.

De toute manière, dans le secteur industriel, qui est prépondérant, le capital d'Etat domine absolument. Le « Centre » dispose donc de moyens de contrôle étendus, à caractère administratif (mais aussi politique), dans l'ensemble du secteur d'Etat. Ces moyens connaissent de sérieuses limites — comme nous le verrons — mais ils existent et cela a son importance.

Mentionnons seulement, faute de place, que dans le secteur industriel il est absolument exclu qu'on assiste dans le futur à un retour éventuel de formes juridiques de propriété privée. Les raisons tiennent au développement du capitalisme en général (voir l'évolution des pays occidentaux), et d'autre part aux conditions spécifiques d'existence et de reproduction de la bourgeoisie d'Etat.

## **2. Les formes monopolistes au sein du capital d'Etat**

La propriété étatique permet à l'Etat d'avoir une sphère d'intervention extrêmement large. Mais cela ne signifie pas un *contrôle* véritable du processus d'accumulation. En réalité, un niveau de « contrôle » essentiel (bien que relatif) se trouve dans les *administrations économiques* que sont les ministères de de secteurs et les directions ministérielles de branches (*Glavki*). Une étude particulière du fonctionnement et du rôle de ces administrations économiques serait nécessaire, car à ce niveau se concentrent des contradictions importantes du capitalisme d'Etat. En réalité, on pourrait les comparer à de puissants groupes de type monopoliste, à fonctionnement plus administratif que purement économique en apparence, où le contrôle effectif des moyens de production et de leur affectation atteint un degré élevé, si on les compare au « Centre » d'une part, et aux entreprises d'autre part. Une étude récente a employé la formule de « soumission » de l'Etat central et des entreprises à la logique des administrations économiques<sup>5</sup>. La concurrence qui, sous des formes spécifiques, existe entre ces administrations économiques, est une des sources essentielles de *l'anarchie de la production* telle quelle se manifeste en URSS. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur cette question, ainsi que sur ses origines historiques.

La distinction entre ces deux aspects du capitalisme d'Etat monopoliste dont il vient d'être question est essentielle : chacun de ces aspects engendre des contradictions particulières, de même que leur interpénétration et leur action réciproque. Pour schématiser, disons eue le « monopole » étatique de la propriété juridique confère au « Centre » un domaine d'action très étendu, mais que l'existence de structures de type monopoliste relativement concurrentes au sein même du capital d'Etat, rend cette action particulièrement inefficace. D'où résultent des formes particulières d'anarchie de la production, ainsi que des fluctuations et des crises dans le processus d'accumulation et de reproduction.

Peur tenter c avoir une vue d'ensemble de ces questions, nous commencerons par analyser les rapports économiques et le système de planification tels qu'ils se sont développés à l'époque stalinienne, puis nous aborderons la réforme économique et la situation actuelle, avant de conclure.



Le système de planification et l'ensemble de l'organisation économique qui se sont consolidés en URSS à partir des premiers plans quinquennaux étaient en partie la conséquence de l'idéologie de la direction du parti concernant la révolution par en haut. Staline a employé cette formule pour caractériser la collectivisation, mais elle a à l'évidence une portée beaucoup plus générale (pour en saisir la genèse, il serait nécessaire de faire l'histoire des conceptions théoriques dominantes dans le Parti bolchevique, avec une référence particulière à l'expérience du communisme de guerre d'une part et aux conditions de la collectivisation d'autre part). Le type d'organisation économique à partir des années 1930 se caractérise par le degré très élevé de centralisation de la décision et de planification économique, le caractère extrêmement strict de la subordination hiérarchique établie du haut jusqu'en bas dans le secteur industriel et par une planification

---

<sup>5</sup> Gérard Duchêne, *Essai sur la logique de l'économie planifiée soviétique 1965-1975* (thèse non publiée, Université de Paris-I, 1975)

impérative et particulièrement détaillée. Nous reviendrons plus précisément là-dessus, mais il est nécessaire tout d'abord de faire certaines remarques sur le contexte général de l'époque, sur le *type de développement économique* mis en place lors des premiers plans.

L'industrialisation accélérée, qui s'est traduite par un développement extrêmement rapide des secteurs prioritaires des premiers plans, entraîna un changement qualitatif dans la physionomie économique de l'URSS (dont l'importance fut essentielle pour la résistance, puis la victoire dans la guerre antifasciste). Deux facteurs primordiaux ont permis cette industrialisation accélérée. Le premier, c'est l'énorme accroissement de la main-d'œuvre industrielle, dont la source essentielle fut l'exode rural dans les années 1930 (puis l'augmentation du taux d'activité féminin dans l'après-guerre). Le second facteur consiste en un taux particulièrement élevé d'investissements — réalisé notamment par une forte compression de la croissance de la consommation<sup>6</sup>.

L'industrialisation accélérée fut également caractérisée par un financement provenant pour une bonne part du « tribut » prélevé sur les campagnes (selon la formule de Staline). Dans la croissance industrielle, l'accent était mis sur la construction du plus grand nombre de nouvelles usines, avec une priorité particulière aux grands projets établis sur le modèle des unités occidentales — notamment américaines ou allemandes — représentant la technique la plus avancée. Ainsi Magnitogorsk est un duplicata du combinat de Gary (Indiana) aux Etats-Unis. Il est clair que la domination progressive de la théorie des forces productives et du fétichisme de la technique dans l'idéologie du Parti bolchevik (en particulier chez Staline) n'a pas été sans influencer cette politique et ce type de développement. A l'inverse, la remise en cause de ce dernier à partir de 1955-56 en Chine sera liée à une critique de la théorie des forces productives<sup>7</sup>.

Une caractéristique des premiers plans (qui se révélera elle aussi fort durable) fut également une forte concentration des investissements dans les secteurs définis comme prioritaires de l'industrie lourde (surtout métallurgie et équipement).

Dans l'ensemble, le terme de *développement extensif*, utilisé par les économistes soviétiques actuels, caractérise bien cette époque. En effet, l'extension quantitative des facteurs de la production sociale (force de travail, moyens de production) domine alors incontestablement par rapport à l'accroissement de la productivité sociale du travail (bien que celle-ci se soit sensiblement élevée — par la force des choses — dans le secteur industriel, mais beaucoup moins dans l'agriculture). Nombre d'économistes soviétiques reconnaissent aujourd'hui implicitement ou explicitement ce que les économistes bourgeois occidentaux avaient déjà remarqué : la période des années 1930 est caractérisée par des taux de croissance très élevés de la production industrielle (en moyenne), mais par des « performances » généralement moins bonnes dans le domaine de l'accroissement de la productivité du travail et de l'« efficacité du capital ».

En réalité, ce qui caractérise le type de développement de cette époque, c'est l'apparition et la reproduction d'un profond *déséquilibre* d'ensemble. Les contradictions les plus graves se reproduisent en particulier au niveau des rapports industrie-agriculture, industrie lourde-industrie légère, secteur I-secteur II, investissements-consommation. Des progrès remarquables dans certains aspects du développement de la production sociale, ou certains secteurs de l'économie, coexistent en fait avec la quasi-stagnation ou un développement contradictoire de secteurs tels que l'agriculture, les biens de consommation, le logement, etc. Remarquons dès maintenant que nombre de ces contradictions, parfois sous les mêmes formes, se reproduisent encore aujourd'hui.

Il faut souligner que les contradictions qui relèvent du type de développement où la politique du parti engageait le pays sont étroitement liées avec les contradictions politiques qui se développaient alors, et que ce type de développement accentuait (mentionnons par exemple les conséquences de l'énorme gonflement de l'appareil administratif lié au caractère de la planification mise en place). Elles se résument dans les difficultés croissantes, particulièrement dans une optique à long terme, à susciter l'initiative, l'enthousiasme, la participation effective des masses (et le développement de leur créativité) dans le domaine de la lutte pour

---

<sup>6</sup> Cf. Stanley Cohn, *The Soviet Economy : Performance and Growth*, in Vladimir Treml, Ed., *The Development of the Soviet Economy. Plan and Performance* (Praeger, New York 1968)

<sup>7</sup> Cf. Mao Tsétoung, Sur les dix grands rapports, op. cité, et Mao Tsétoung et la construction du socialisme (textes inédits) (Seuil, Paris 1975).

la production. Certes, les choses n'étaient pas faciles, et c'était la première expérience historique d'édification du socialisme. Mais, aujourd'hui, on doit porter un regard objectif sur l'histoire de l'URSS (à défaut de l'avoir porté à l'époque), et reconnaître que certaines des contradictions fondamentales auxquelles sont confrontés les dirigeants révisionnistes ont des racines bien antérieures à l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir.

Essayons maintenant de résumer les aspects essentiels du système de planification élaboré et mis en place au début des années 1930. Nous avons déjà mentionné la centralisation extrême, la stricte subordination hiérarchique laissant peu de place à l'initiative venant d'en bas, le caractère impératif et détaillé des plans. Une caractéristique essentielle du système réside dans la planification de la distribution, c'est-à-dire l'administration centralisée des fournitures matérielles, de l'approvisionnement et des livraisons de chaque unité de production. En ce qui concerne les indicateurs de la production fournis aux entreprises, ils étaient très nombreux et détaillés, mais les indicateurs prioritaires, dominants, concernaient la production brute (le *val*) et sa croissance (voir le mot d'ordre « les rythmes décident de tout ») — que ce soit au niveau de l'entreprise, du ministère sectoriel, ou du pays tout entier.

Pour tenter d'établir la cohérence des plans, la méthode utilisée était celle des balances matérielles (pour les principaux produits) ; elle reposait sur trois principes : la hiérarchie des productions, l'approvisionnement intégral des branches prioritaires, la concentration des investissements<sup>8</sup>, ce qu'on peut résumer dans le « principe des priorités ». Ce principe s'exprime dans l'« extraction des chaînons essentiels et conducteurs du plan », qui consiste à adapter (ou sinon à sacrifier) les objectifs de deuxième ou troisième urgence aux objectifs de première urgence.

Au niveau des entreprises, dans le cadre du système du « directeur unique » (institué en 1929), la « stimulation » à accomplir le plan reposait en fait sur les stimulants matériels, directement pour les chefs d'entreprise, directement et indirectement pour les ouvriers (le mouvement stakhanoviste, par exemple, était fondé sur les stimulants matériels).

Enfin, il faut mentionner le système de la « planification tendue ». En théorie, on concevait qu'il devait y avoir peu de marge entre la pleine capacité productive de l'entreprise et la production qui lui était demandée, et même que les objectifs devaient être fixés un peu au-delà de cette « pleine capacité » afin de forcer l'entreprise à mettre en œuvre des « réserves ». Le chef d'entreprise, par le système des primes, était en outre conduit à réaliser tout juste les indicateurs principaux du plan — c'est-à-dire la croissance de la production brute, tout en évitant d'être trop au-dessus (risque : voir relever les objectifs dans le futur) ou un tant soit peu en dessous (risque : réduction draconienne des primes).

En réalité, l'ensemble de ce système ne pouvait pas ne pas produire de graves contradictions. Une contradiction fondamentale existait en effet, dès le départ, entre la volonté d'élaborer et d'imposer dans le détail aux unités de production un plan qui serait cohérent, et la capacité effective à atteindre cet objectif, compte tenu du degré de socialisation existant au niveau du système productif, d'une part, et des nombreux problèmes rencontrés au niveau de l'élaboration comme à celui de l'application du plan, à cause des rapports politiques dominants, d'autre part.

En fonction du temps nécessaire pour réaliser l'agrégation des prévisions, les plans opérationnels (c'est-à-dire en fait les plans trimestriels et annuels) se faisaient sur la base des premières ébauches — dont la cohérence globale n'avait pas été assurée. Lorsque le plan « définitif » parvenait à l'entreprise, la période planifiée était déjà entamée ; de plus des « ajustements » continus des plans avaient lieu — pour s'efforcer de réduire les incohérences ou de parer aux goulots d'étranglement, ou dans le cadre d'un changement des priorités établies au départ. Nous reparlerons des conséquences négatives de ce système au niveau des entreprises, mais disons dès maintenant qu'au niveau national, l'impossibilité objective d'établir la cohérence du plan (aggravée par la façon antidialectique dont étaient conçues les priorités) entraînait que des marchandages officieux se réalisaient à tous les niveaux administratifs, sans que l'intérêt d'ensemble soit mis en avant<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Cf. Jean Marcsewski, *Crise de la planification socialiste ?* (PUF, Paris 1973), pp. 62-64

<sup>9</sup> Cf. Eugène Zaieski, *Planning for Industrial Growth*, in Vladimir Terml, op. cité.

Parmi les contradictions produites par le type d'organisation et de développement mis en place, il faut signaler celles qui se concentraient au niveau du système d'approvisionnement d'une part, celles qui se reflétaient dans le comportement des chefs d'entreprise d'autre part.

Le système des priorités (tel qu'il était pratiqué), l'instabilité perpétuelle des plans (due en particulier à l'initiative des ministères) et leur incohérence inévitable eurent en particulier pour conséquence qu'un bon nombre des plans d'approvisionnement n'étaient pas réalisés ou pas réalisés à temps. On vit se développer ce caractère distinctif de la situation de l'entreprise soviétique : *l'incertitude de l'approvisionnement*. Parmi les résultats de cette tendance, il y a au premier chef l'inclination des différents ministères à *l'autarcie*. Il s'agit de la tendance, dans nombre de secteurs théoriquement « spécialisés » à produire une partie de leurs propres moyens de production ou à transformer eux-mêmes une partie de leurs matières premières, puisque le secteur devant fournir ces facteurs — celui dont c'était la spécialité — tenait rarement ses engagements dans le temps (ou même absolument). Nous y reviendrons. L'incertitude de l'approvisionnement entraîna également le développement du système des « pousseurs » (*tolkatchi*), envoyés temporaires ou permanents des entreprises auprès de l'administration dont le rôle est d'accélérer les procédures de livraison, de trouver les dépannages nécessaires (ou bien de « se débrouiller » par des moyens légaux ou illégaux). Ce système favorise inévitablement les grandes entreprises, dont les moyens de « pousser » sont plus importants que ceux d'une petite ou moyenne entreprise. Enfin, on vit se développer le phénomène de la « tempête » (*chtourmovtchina*) à la fin des périodes planifiées (mois, trimestres, années). En effet, vu le retard dans les approvisionnements, il était nécessaire de rattraper le retard du début de la période où la production était souvent ralentie (parfois même interrompue)<sup>10</sup>.

En ce qui concerne la situation des chefs d'entreprise, nous avons déjà signalé la place qui leur était assignée : soumission à l'échelon administratif supérieur (le plus souvent le Glavki), et autorité absolue dans l'entreprise. Le système du « directeur unique » excluait de fait toute participation des travailleurs à la gestion (pas plus qu'il n'était question de la moindre participation des cadres à la production). La situation de l'entreprise a souvent été décrite, à l'époque des discussions préliminaires à la réforme économique, comme celle d'une unité souffrant de la « tutelle mesquine » de l'autorité supérieure (le ministère). Au nombre d'indicateurs très élevés (fréquemment contradictoires ou incohérents entre eux) assignés à l'entreprise, s'ajoutaient les révisions incessantes des objectifs, et des interventions souvent non coordonnées — parfois antagonistes — des différentes organisations administratives et des niveaux locaux du parti. Mais surtout, l'ensemble du système produisait inévitablement la concentration de l'entreprise (du chef d'entreprise) sur des *objectifs à court terme*. La cause fondamentale en était bien entendu l'absence du principe de « la politique au poste de commande » comme critère de gestion — qui était liée à l'ensemble des rapports économiques et politiques dominants, mais qui réagissait également sur ceux-ci.

L'ensemble des contradictions du système de planification, combinées à l'absence de motivation politique chez les chefs d'entreprise et à l'inexistence d'un contrôle par les travailleurs, avaient pour conséquence que les chefs d'entreprise s'efforçaient d'exécuter les indicateurs fondamentaux du plan (la production brute) par tous les moyens possibles, c'est-à-dire en réalité au détriment de la qualité d'une part, de l'économie de fonds et de main-d'œuvre d'autre part. Par ailleurs, la dissimulation des capacités de production réelles de l'entreprise aux autorités supérieures devint un trait permanent du comportement des chefs d'entreprise : cela dans le but de conserver une « marge de manœuvre » pour amortir les à-coups du plan, les incertitudes d'approvisionnement et pour accroître les chances de réaliser les objectifs essentiels du plan.

L'ensemble des rapports existant interdisait en fait, chez les travailleurs comme chez les cadres de la production, la prise en compte de la satisfaction des besoins sociaux comme finalité de l'activité productrice — et cela se vérifiait aussi bien au niveau de la production des biens de consommation que de celle de biens de production.

Avant de conclure sur la période stalinienne, et afin de faire la liaison avec la période ultérieure, nous allons examiner le rôle du « système ministériel » tel qu'il s'est consolidé lors des premiers plans quinquennaux, et, en réalité, tel qu'il s'est reproduit pour l'essentiel jusqu'à nos jours (si l'on excepte la période 1957-1965 où Khrouchtchev établit les *sovnarkhoz*).

---

<sup>10</sup> Pour un témoignage récent, cf. Hedrick Smith, *Les Russes* (Belfond, Paris 1975), p225 et s.

## ***Le système ministériel***

Dès les années 1930, on peut parler de l'émergence d'un véritable « système ministériel ». Le rôle des Commissariats du peuple (qui changeront de nom après-guerre pour devenir des ministères) est dès cette époque fondamental. Certes, ce système subira de nombreuses transformations internes (subdivisions ou regroupements suivant les périodes, d'où des variations dans le nombre des ministères ou de leurs directions [Glavki]), mais les rapports fondamentaux produits par ce système se reproduiront pour l'essentiel.

Les ministères industriels de secteurs, bien que soumis théoriquement à l'autorité centrale et à la planification du Gosplan, sont en réalité eux-mêmes de véritables planificateurs. Ils disposent d'une réelle marge de manœuvre dans le découpage du plan central vis-à-vis de « leurs » entreprises, pour qui ils représentent l'autorité hiérarchique supérieure (généralement par l'intermédiaire des Glavki). En outre, le ministère fournit lui-même au Centre la plupart des informations nécessaires à l'établissement du plan central. Le ministre, responsable de son secteur vis-à-vis du parti et de l'Etat, a des pouvoirs importants : affectation des investissements — une fois les fonds centralement alloués au ministère (par exemple : création de nouvelles entreprises), approvisionnements (pour une part qui a varié suivant les époques), nomination des directeurs et des cadres dirigeants des entreprises.

Dès la mise en place du système ministériel, les contradictions politiques et économiques que nous avons mentionnées vont faire apparaître des tendances négatives, qui iront s'aggravant. Elle se résument à ce qui fut appelé « départementalisme », tendances « autarciques » des ministères, « glavkocratie », apparition « d'empires industriels ». Là encore, comme au niveau des entreprises, la cause fondamentale est l'absence de « la politique au poste de commande », le manque de priorité effectif accordé à la production pour les besoins de la société dans son ensemble. Chaque ministère va tendre à reproduire et étendre son « contrôle » sur un secteur de la production sociale, à établir des « réserves » dissimulées, à surestimer ses besoins réels par rapport au planificateur central (pour avoir une marge de manœuvre dans la réalisation des objectifs assignés), etc. A leur niveau, les ministères vont, en réalité, se concentrer sur la réalisation de tâches à (relativement) court terme — notamment en raison des modifications apportées centralement aux priorités. Une forme de compétition va se développer entre les ministères, lors des « marchandages » avec le Centre, pour obtenir le maximum de fonds, en particulier lors de la répartition des investissements. Les plus puissants dans ces marchandages se sont bien sûr toujours révélés être les secteurs prioritaires (l'industrie lourde). Cette rivalité contredisait évidemment la coordination entre ministères, qui n'a jamais véritablement fonctionné : une telle coordination ne pouvait donc qu'être réalisée — théoriquement — par la pression administrative (du Gosplan en particulier) et politique (du parti). On a là un exemple de la tendance du système de la « révolution par en haut » à se reproduire et se renforcer lui-même.

Enfin, l'incertitude de l'approvisionnement va être l'une des sources de l'« autarcie » ministérielle : il s'agit de la tendance à la « désécialisation ». Dès le premier plan quinquennal va se développer la désécialisation « en amont » (production des moyens de production, des constructions, ou transformation des matières premières dans le secteur lui-même), que nous avons déjà mentionnée. Bien sûr, ce type d'autarcie allait permettre de réduire les difficultés provenant de l'approvisionnement, mais au prix d'incohérences et de gaspillages importants. (Il est aisé de démontrer que ce phénomène n'a rien à voir avec la *politique*, menée en Chine aujourd'hui, de produire et de réparer une partie des moyens de production dans l'usine même). Dans une période plus récente est apparue une tendance à la désécialisation « en aval » : la production de biens de consommation (en particulier de biens de consommation durables) dans certains secteurs de l'industrie lourde<sup>11</sup>. Ce mouvement de désécialisation, qui allait à l'encontre du principe sectoriel des ministères, entraîna une hétérogénéité importante des secteurs, qui vint aggraver à son tour les contradictions du système de planification, tel qu'il était conçu.

En conclusion, on peut noter que les ministères ont eu tendance à se constituer en de puissants groupes de type monopolistes, accordant souvent la priorité à la reproduction et à l'extension de leur propre contrôle sur

---

<sup>11</sup> Cf. Gérard Duchéne, op. cité



le processus d'accumulation au détriment des intérêts d'ensemble ; de plus se sont développées des formes spécifiques de concurrence entre eux.

Ainsi, la plupart des contradictions économiques qui vont éclater à partir de la fin des années 1950 ou bien existaient déjà à l'époque de Staline, ou bien trouvaient leurs racines dans les rapports économiques et politiques qui s'y étaient formés. Cependant, on peut se demander pourquoi ces contradictions ne se sont pas manifestées ouvertement plus tôt.

Dans l'ensemble, on peut considérer que l'effet négatif sur la production de la dissimulation des capacités de production, à l'époque des premiers plans, a été plus que compensé par les effets positifs (dans un premier temps) du système d'indicateurs de production lié aux primes et à la planification tendue. De leur côté, l'accroissement de la main-d'œuvre et le taux élevé d'investissements (dont nous avons parlé) produisaient évidemment des effets d'envergure. La question des indicateurs d'activité (le *val* étant prioritaire), qui deviendra centrale lors du débat annonciateur de la réforme économique, ne se manifesta pas immédiatement dans toute son acuité. En effet, les distorsions causées par la priorité unilatérale donnée à la production brute — tels que la mauvaise qualité des produits, la reproduction du retard technologique, etc. — ne doivent se manifester que pour des biens fortement hétérogènes et complexes. Mais à part la production de machines (priorité première à l'époque), ce n'était pas le cas pour les secteurs prioritaires des plans : charbon, acier, énergie<sup>12</sup>. Enfin, la résistance à l'innovation se faisait alors moins sentir, car la plupart des entreprises étaient alors *nouvelles* et équipées dès le départ avec des techniques avancées (souvent importées). Notons également que, si tous les traits du système ministériel se sont constitués à l'époque, la reproduction de celui-ci ne s'était pas entièrement stabilisée, compte tenu de l'importance de la pression causée par la répression politique, et de l'ampleur des efforts de contrôle bureaucratique du Centre.



Avant même que la baisse des taux de croissance de l'économie (à partir de 1958) ne commence à alarmer sérieusement la direction politique de la bourgeoisie d'Etat, celle-ci a semble-t-il identifié dans le contrôle bureaucratique des ministères sur le processus d'accumulation, une source essentielle des contradictions économiques déjà apparentes dans les années 1950. Ces dernières consistaient notamment en la « résistance » à l'innovation, un faible accroissement relatif à la productivité, une baisse tendancielle de l'efficacité des investissements, le conservatisme général de l'organisation économique (qui se manifestait en particulier par le « gel » de la structure des branches existantes, comme le montre le retard des secteurs tels que l'industrie chimique ou l'électronique, qui ne seront développées, que très tardivement).

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la réforme « radicale » de Khrouchtchev en 1957, qui visait purement et simplement à briser le système ministériel. Les raisons politiques pour cette réforme n'étaient pas absentes non plus, puisque le « groupe anti-parti » (dirigé par Malenkov, Kaganovitch, Molotov) adversaire de Khrouchtchev était dans une large mesure lié à la hiérarchie ministérielle. Tous les ministères industriels (à l'exception de ceux pour l'énergie, et pour les « constructions mécaniques moyennes » — probablement l'armement) furent supprimés. A leur place furent établis 103 conseils économiques régionaux (*sovmarkhoz*), chacun d'entre eux contrôlant l'essentiel de l'activité industrielle et de construction dans sa propre région. On passait ainsi d'une gestion centralisée par *secteurs* (les ministères) à une gestion *territoriale* relativement décentralisée.

Cependant, il apparut assez rapidement que le nouveau système provoquait des contradictions au moins aussi graves que l'ancien, quoique sous des formes différentes. Le localisme, l'« esprit de clocher », dont on entendit très vite parler, reflétaient tout simplement le passage d'une autarcie verticale à une autarcie horizontale. Les *sovmarkhoz* (dans lesquels les cadres locaux avaient un poids accru) se manifestèrent comme des unités concurrentes, préoccupées uniquement par leurs propres intérêts, et montrant fort peu de souci pour un point de vue d'ensemble ou pour la coordination des efforts dans le domaine de la production. Parmi les causes du « localisme » des *sovmarkhoz* (outre, bien sûr, l'absence de la politique prolétarienne comme principe de la planification locale), il y avait un problème que la réforme, en tant que telle, ne pouvait

---

<sup>12</sup> Cf. David Dyker, *The Soviet Economy* (Crosby Lockwood Staples, London 1976), qui apporte en outre de nombreux éléments sur le système ministériel.

résoudre : l'incertitude de l'approvisionnement. Face à cette situation (et suite à la lutte de la hiérarchie ministérielle contre sa disparition comme entité relativement autonome), on vit assez rapidement se développer un processus de réémergence des administrations économiques, de recentralisation des pouvoirs de planification, d'approvisionnements et d'investissements, aux dépens des sovnarkhoz (dont le nombre fut réduit à 47 en 1963). Des « comités d'Etat du conseil des ministres » se multiplièrent qui dans une certaine mesure se comportaient comme des ministères renaissants.

Ces transformations administratives incessantes, typiques du style khrouchtchévien, créèrent un climat de désorganisation, dans lequel l'apparition de signes évidents de crise économique (baisse des taux de croissance, baisse du taux d'accroissement des investissements) ajoutèrent aux difficultés et aux craintes de la bourgeoisie révisionniste. L'échec de la réforme était patent : il sera une des causes de la chute de Khrouchtchev, en 1964.

Le débat sur *la réforme économique*, commencé sous Khrouchtchev, a révélé la domination complète de la bourgeoisie sur le plan idéologique (pour ne pas parler de sa domination économique et politique). La discussion se déroula entièrement sur des bases bourgeoises : en fait, les rapports économiques, politiques, idéologiques dominants interdisaient l'apparition au sein du parti et de l'Etat d'un point de vue prolétarien sur les causes réelles de la crise — et sur les moyens d'y remédier.

La direction Brejnev-Kossyguine, après avoir évincé Khrouchtchev, mit rapidement sur pied la réforme économique, qui fut proclamée à partir de 1965. La logique de la réforme consistait, tout en rétablissant le système ministériel, à tenter d'affaiblir relativement celui-ci en transformant le cadre administratif de la gestion au niveau des *entreprises* elles-mêmes<sup>13</sup>. Cependant, dès le début, la réforme représentait déjà un compromis entre une tendance réformatrice de la bourgeoisie d'Etat visant à un maximum de décentralisation et d'autonomie pour l'entreprise, et une tendance centralisatrice présente surtout dans les administrations économiques.

Ainsi, la réforme de 1965 a rétabli les ministères industriels par secteurs et supprimé les sovnarkhoz. De plus, elle a maintenu l'essentiel de la *planification de l'approvisionnement* comme prérogative des ministères. L'accroissement de l'autonomie de l'entreprise se manifestait d'abord par la réduction des indices planifiés (les trois principaux indices devenant : les ventes, le taux de profit, le niveau de profit), puis par la possibilité de conserver une part du profit pour alimenter certains fonds gérés au niveau de l'entreprise. Parmi ceux-ci : les fonds de stimulation (source de primes et stimulants matériels), ainsi que le fonds de développement de la production qui devait permettre — conjointement avec des crédits bancaires — le financement d'« investissements décentralisés » (au niveau de l'entreprise). Par ailleurs, la réforme des prix de gros (effectuée en 1967) visait en fait à établir — administrativement — un taux moyen de profit valable pour l'ensemble des branches industrielles.

Quant au type d'accumulation du capital, on verra se développer l'idée de la nécessité du passage d'un « développement extensif » à un « *développement intensif* ». En effet, le tarissement de l'exode rural dans l'après-guerre avait supprimé la source d'un facteur essentiel de la croissance lors des premiers plans (une forte augmentation de la main-d'œuvre industrielle), et la bourgeoisie d'Etat allait se préoccuper avec une angoisse croissante de la production de *plus-value relative*.

La plus grande autonomie conférée à l'entreprise visait à ce que celle-ci passe de la subordination administrative à l'« initiative économique ». A l'aide d'un raisonnement fort semblable aux théories bourgeoises de l'« équilibre général » (que les économistes de l'école mathématique soviétique formaliseront à leur manière), il fut affirmé que la recherche du profit (« socialiste ») maximum par chaque entreprise procurerait à la société le plus grand profit (« socialiste ») possible. En effet, pensait-on, de cette manière l'accumulation se trouverait stimulée, le progrès technique serait accéléré, la croissance reprendrait son essor.

---

<sup>13</sup> Dans son rapport de 1965 au comité central, Kossyguine indique : « A première vue, il peut sembler que l'on propose de revenir simplement aux anciens ministères. Penser ainsi cependant signifie ne pas tenir compte d'un certain nombre de nouvelles circonstances, commettre une erreur. Les ministères que l'on organise travailleront dans des conditions entièrement différentes, nouvelles, où les fonctions de la direction administrative de l'industrie s'allieront à un renforcement considérable des méthodes d'autonomie comptable et des stimulants économiques, où les droits économiques et l'initiative des entreprises sont notablement élargis. » Rapport de Kossyguine au CC du PCUS (27-9-65), (NED n° 3241, La Documentation Française, Paris 1955), p17.

Et tout cela passait par un relâchement de la « tutelle mesquine » des ministères.

Aujourd'hui, après dix années d'application de la réforme, quel est le bilan réel de celle-ci ? Il est certain que les mesures prises en 1965 ont modifié sensiblement le cadre organisationnel de la gestion — en particulier au niveau des entreprises. Mais force est de reconnaître que le système ministériel traditionnel est réapparu, et que ses traits fondamentaux se sont reproduits jusqu'à maintenant. En conséquence, l'essentiel des contradictions qui avaient motivé la réforme économique subsistent souvent sous les mêmes formes, mais à un degré supérieur.

En effet, que révèlent les publications soviétiques à travers les discussions économiques actuelles ?<sup>14</sup>

L'investissement décentralisé est resté assez limité. Tous les problèmes classiques du système d'investissements continuent à se poser avec acuité. En particulier le phénomène de la « dispersion des chantiers », héritage des habitudes prises lors de la période du développement extensif, et que les ministères favorisent — car c'est un biais pour étendre leur secteur et leur contrôle. Kossyguine affirmera au 25<sup>e</sup> congrès (février-mars 1976) : « Les investissements sont souvent dispersés entre d'innombrables chantiers. Cela est dû à ce que de nombreux ministères et départements cherchent à résoudre les problèmes du développement de leurs secteurs en investissant dans des constructions nouvelles, au lieu d'utiliser pleinement les unités existantes et de mener une politique d'intensification de la production »<sup>15</sup>. En liaison avec cela, les plans de mise en œuvre des investissements sont toujours sous-exécutés, le renouvellement des capacités déjà existantes est faible, le vieillissement général de l'équipement ne peut être éliminé (l'âge des machines est très sensiblement supérieur à celui qu'on trouve dans les pays capitalistes occidentaux). Par ailleurs, le « marché libre » des moyens de productions que la réforme avait introduit est resté très limité, son rôle est peu significatif. On a en fait dans ce domaine également la reproduction du système traditionnel — ou du moins de ses traits essentiels<sup>16</sup>. La sous-utilisation chronique des moyens de production, ainsi que la dissimulation pratiquée par les chefs d'entreprise, continuent. Le comportement des directeurs apparaît encore comme beaucoup plus déterminé par la reproduction du système ministériel que par les stimulants liés au profit : d'où la persistance par exemple des problèmes de qualité des produits. La résistance à l'innovation n'a pas été surmontée ; le maintien de la coupure entre l'immense appareil de recherche scientifique et la production n'y a d'ailleurs pas été pour rien. La reproduction — et le développement — des tendances autarciques des ministères et de la désécialisation des secteurs se sont maintenus. Enfin les contradictions au niveau de l'approvisionnement n'ont pas disparu, loin de là ; une estimation révélatrice a été donnée par Kantorovitch : selon lui, les arrêts de travail résultant des difficultés d'approvisionnement causent un préjudice égal à 25 % du volume total de la production<sup>17</sup>.

Devant ce qu'il faut bien appeler un échec de la réforme économique, la direction politique de la bourgeoisie d'Etat a tenté, en 1973, de relancer celle-ci par un autre biais. L'attaque contre le système ministériel a pris cette fois-ci la forme de l'accélération de la constitution d'unions d'entreprises, c'est-à-dire de véritables monopoles à fonctionnement plus directement « économique » qu'administratif.

Dès 1965, l'accent avait été mis sur la création au sein des branches, d'unions par regroupement d'entreprises, unions qui devaient jouir de l'autonomie comptable (khozrastchet), et recueillir un certain nombre de fonctions opérationnelles dévolues auparavant aux ministères. Mais ce processus s'était développé assez lentement, à cause de la résistance ministérielle. En 1973 est donc publié un décret, ainsi que le statut des unions industrielles. Les mesures prévoient : 1. d'organiser le regroupement des entreprises dans des unions de production ; c'est une opération de centralisation du capital (les unions de production fonctionnent suivant les règlements des entreprises, elles ont une « direction unique », etc.) ; 2. de supprimer les directions sectorielles des ministères (Glavki) par créations d'unions industrielles reprenant leurs attributs mais fonctionnant sur la base de l'autonomie comptable — autrement dit, il s'agit du passage des Glavki au khozrastchet. Certaines expériences (prises comme modèles), en particulier celle de Roudnev, ministre des Moyens d'automation et des systèmes de contrôle (c'est-à-dire l'électronique), étaient même allées jusqu'au

<sup>14</sup> Cf. Gérard Duchêne, op. cité, et Vassil Vassilev, *Rationalité du système économique soviétique* (Le Thiers Mythe, Paris 1976).

<sup>15</sup> A.N. Kossyguine, *Les grandes options de l'économie nationale de l'URSS 1976-1980* (Rapport au 25<sup>e</sup> congrès) (Socialisme Théorie et Pratique, n° 4/1976, Novosti, Moscou 1976), p17

<sup>16</sup> Cf. Gérard Duchêne, op. cité.

<sup>17</sup> Jean-Marie Chauvier, op. cité. p76.

bout de cette logique. Dès 1970, ce ministère tout entier était passé au khozrastchet, « faisant du ministre un véritable chef d'entreprise, jugé à son bilan »<sup>18</sup>.

Il est clair que cette étape signifiait une nouvelle attaque contre les féodalités administratives des ministères, par la mise sur pied de puissants monopoles (à base directement « économique » : l'autonomie comptable) devant contrebalancer l'influence de ceux-là, et accélérer la production de plus-value relative.

En réalité, le processus de développement de ces unions s'est révélé fort laborieux. Certes, on est passé d'un millier d'unions de production (12% de la production industrielle) en 1973 à 2 300 (24% de la production industrielle) en 1976<sup>19</sup>. Mais les décisions de 1973 impliquaient que le passage au nouveau système devait être achevé en 1975. Au 25<sup>e</sup> congrès Kossyguine a indiqué que tout devrait être terminé à la fin du 10<sup>ème</sup> quinquennat (1980) : le délai a donc été plus qu'allongé, et rien ne laisse prévoir qu'il sera suffisant, sauf bouleversement important des rapports de force au sein de la bourgeoisie. La résistance du système ministériel est évidemment la cause de ces difficultés. La plupart des ministères et des Glavki s'opposent en pratique à l'application de la réforme, de même que nombre de chefs d'entreprises petites ou moyennes qui refusent d'être absorbés dans les unions de production. Là où la réforme est appliquée, elle est souvent formelle : ainsi il est fréquent que la suppression d'un Glavki et la mise sur pied d'une union industrielle, n'aient pas changé grand-chose, les personnels — et les comportements — restant pratiquement les mêmes ; de même beaucoup d'entreprises ayant intégré les unions de production n'ont pas (contrairement à la législation) abandonné leur identité juridique<sup>20</sup>.

Dans ce cas on voit s'opposer schématiquement au sein de la bourgeoisie d'Etat la direction du parti alliée aux dirigeants de grandes entreprises rentables (qui pensent pouvoir se retrouver à la tête des unions) d'un côté, et la majorité de l'appareil administratif des ministères allié à beaucoup de managers dont le pouvoir risque fort d'être entamé par l'application de la réforme, de l'autre.



L'exemple limité que nous avons choisi (le système de planification) permet donc, selon nous, de préciser les remarques qui figurent au début de ce texte.

Il est clair tout d'abord que l'idée d'une rupture complète et radicale entre la période des années 1930-1940 et celle des années 1950 à 1970 est en opposition totale avec la réalité. Les contradictions qui apparaissent ouvertement sous Khrouchtchev sont toutes présentes (à des degrés et sous des formes qu'il faudrait étudier plus en détail) dès les premiers plans. S'il est clair que la bourgeoisie d'Etat domine sur tous les plans dès les années 1950, il est également évident que la période décisive de sa constitution en tant que classe, de son développement, de son renforcement, de son accès à des leviers essentiels de la direction économique, de l'accroissement de son influence idéologique (par exemple : la théorie des forces productives), de son accès à des postes de responsabilité politique (Khrouchtchev est au bureau politique du comité central à partir de 1939), cette période décisive ce sont les années 1930 et 1940. A cette époque, la politique du parti, la ligne suivie, produisaient et entretenaient pour une part non négligeable le terrain nourricier de cette bourgeoisie d'Etat : il était inévitable que s'affaiblissent parallèlement les positions acquises par le prolétariat et les masses populaires. La période khrouchtchévienne aura assurément des caractères nouveaux, mais elle représente davantage l'aboutissement, l'achèvement d'une période (contradictoire) de dégénérescence de la dictature du prolétariat, plutôt que le point de départ d'un tel processus.

Aujourd'hui, la bourgeoisie d'Etat est confrontée à une contradiction essentielle dont les termes sont les suivants. Premier aspect : la reproduction de l'organisation économique et du système de planification existants, dans lesquels cette bourgeoisie est née, dont elle a l'expérience, qui « fonctionnent » dans la mesure où ils permettent la reproduction du système d'exploitation de la plus-value et d'accumulation du capital sous les formes et dans le cadre des rapports actuels. Deuxième aspect : la nécessité d'éliminer un certain type de formes monopolistes (les administrations économiques) qui sont à l'origine d'une tendance

---

<sup>18</sup> Erik Egnell et Michel Peissik, *URSS. L'entreprise face à l'Etat* (Seuil, Paris 1974), p115.

<sup>19</sup> En 1970, les chiffres étaient respectivement de 560 et 8%. Cf. Jean-Marie Chauvier, op. cité, p. 90 pour les chiffres de 1970 et 1973 ; et A.N. Kossyguine, *Les grandes options...*, op. cité, p. 33, pour les chiffres de 1976.

<sup>20</sup> Cf. Philip Hanson, *Soviet Industrial Reform. The bureaucrats dig in* (« Financial Times », London 4-2-1976).

aigue à la putréfaction et à la stagnation ; cette tendance fait planer une menace mortelle au-dessus de la bourgeoisie d'Etat dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste.

Mais la remise en cause (dans le cadre du capitalisme d'Etat existant) de l'organisation économique et du système de planification actuels impliquerait celle des rapports de classes qui se reproduisent en URSS : cela concerne non seulement les rapports entre fraction « moderniste » et fraction « conservatrice » de la bourgeoisie d'Etat, mais bien sûr les rapports entre la bourgeoisie d'Etat et la classe ouvrière. Une étude de ces rapports et de leur histoire devrait être un aspect essentiel de l'analyse des rapports de classes dans le capitalisme d'Etat soviétique. En effet, la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat est la contradiction principale de la société soviétique, et c'est par rapport à cette contradiction principale que s'articulent les autres contradictions de classes, ou les contradictions au sein de la bourgeoisie d'Etat, dont il a été question.

(Août 1976).